

**ASSOCIATION DE GESTION DU R.I.E
DE LA POSTE**

2 avenue Jean Monnet
33170 GRADIGNAN

Rapports du Commissaire aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2023

2AC AQUITAINE



Commissaire aux comptes

Inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la Compagnie Régionale des
Commissaires aux Comptes de Grande Aquitaine



SAS au capital de 352 800 € - 384 041 349 R.C.S BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Aux adhérents de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion du Restaurant Inter-Entreprises de la Poste relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à BORDEAUX,
Le 12 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
2AC AQUITAINE

Représentée par
Alexis FORT

Alexis Fort

✓ Certified by  yousign

ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	8 249,20	8 249,20		
	Autres immobilisations corporelles	665,84	105,43	560,41	
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	8 915,04	8 354,63	560,41	
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	28 349,98		28 349,98	8 890,19
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 302,05		15 302,05	4 214,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	27 809,05		27 809,05	52 168,73
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	97 239,57		97 239,57	51 241,00
	Charges constatées d'avance	51,29		51,29	1 627,61
	TOTAL (II)	168 751,94		168 751,94	118 141,53
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	177 666,98	8 354,63	169 312,35	118 141,53
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		74,01
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau	31 368,49	101 610,05
	Excédent ou déficit de l'exercice	17 122,90	(70 241,56)
	Total des fonds propres (situation nette)	48 491,39	31 442,50
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	48 491,39	31 442,50
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	12 222,00	11 694,58
Provisions	Total des provisions	12 222,00	11 694,58
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	15 265,96	13 514,17
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	55 228,89	23 495,49
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	38 104,11	37 164,09
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		830,70
	Produits constatés d'avance		
DETTES (1)	Total des dettes	108 598,96	75 004,45
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		169 312,35	118 141,53
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		17 122,90	(70 241,56)
(1) Dont à moins d'un an		93 333,00	61 490,28
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	252 362,08	187 075,25
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	297 263,47	113 065,41
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 023,14	5 996,52
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	172,67	166,01
Total des produits d'exploitation		556 821,36	306 303,19
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	220 261,93	136 717,74
	Variation de stock	(19 459,79)	(2 866,25)
	Autres achats et charges externes	47 795,12	28 979,26
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 333,14	1 046,92
	Salaires et traitements	215 914,52	195 483,39
	Charges sociales	70 643,84	62 838,12
	Dotation aux amortissements et dépréciations	105,43	433,31
	Dotation aux provisions	2 155,00	514,60
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	309,92	2,97
Total des charges d'exploitation		539 059,11	423 150,06
RESULTAT D'EXPLOITATION		17 762,25	(116 846,87)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		17 762,25	(116 846,87)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	833,21	981,62
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		833,21	981,62
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		833,21	981,62
RESULTAT COURANT avant impôts		18 595,46	(115 865,25)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	773,40	47 981,11
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	773,40	47 981,11
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	2 245,96	1 432,42
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		925,00
	Total des charges exceptionnelles	2 245,96	2 357,42
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(1 472,56)	45 623,69
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		558 427,97	355 265,92
TOTAL DES CHARGES		541 305,07	425 507,48
EXCEDENT ou DEFICIT		17 122,90	(70 241,56)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		46 896,00	38 685,00
Bénévolat			
TOTAL		46 896,00	38 685,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		46 896,00	38 685,00
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		46 896,00	38 685,00

ANNEXE DES COMPTES



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis au **31/12/2023** et présentés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur en France. Ils sont établis en conformité avec :

- les principes comptables généraux du règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014,
- ainsi qu'avec les dispositions particulières du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- ainsi qu'avec les différents règlements complémentaires à la date d'établissement desdits comptes annuels.

L'association a pour objet la confection de repas destinés au personnel des entreprises signataires parties au Restaurant Inter-Entreprises de la DISF de Gradignan.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Règles générales :

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations :

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent

Règles et Méthodes Comptables

pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres de participations :

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions :

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Règles et Méthodes Comptables

Charges et produits exceptionnels :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Annexe libre

Mise à disposition locaux et immobilisations :

LA POSTE met gratuitement à la disposition de l'association l'équipement, les locaux, le matériel, le logiciel de gestion.

LA POSTE prend à sa charge divers frais de fonctionnement (eau, gaz, électricité, téléphone).

Une convention de prestation de services est conclue et est réactualisée tous les ans pour fixer le cadre de cette mise à disposition.

LA POSTE chiffre cette aide à 46 896.20 € :

Aides en nature : coût par repas 0.54 € soit 19 479.96 €

Aides aux immobilisations : coût par repas 0.76 € soit 27 416.24 €

Compte tenu du nombre de repas servis (hors repas personnel) : 36 074 repas

Cadre fiscal :

En 2005, l'association avait interrogé l'administration fiscale afin d'avoir des éclaircissements sur son assujettissement aux impôts commerciaux.

L'administration s'est prononcée à travers l'article 85 du 18/12/2006 au regard des règles relatives à l'Impôts sur les Sociétés et à la Taxe Professionnelle précisant que les structures respectant les conditions posées à l'article 85 de l'annexe III du code général des impôts n'y étaient pas assujetties.

L'association respectant ces conditions, elle n'est pas assujettie à la cotisation foncière des entreprises et à l'impôt sur les sociétés.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	13 190,84				4 941,64	8 249,20
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	10 244,78		665,84		10 244,78	665,84
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 435,62		665,84		15 186,42	8 915,04
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		23 435,62		665,84		15 186,42	8 915,04

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	13 190,84		4 941,64	8 249,20
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	10 244,78	105,43	10 244,78	105,43
Emballages récupérables et divers					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 435,62	105,43	15 186,42	8 354,63
TOTAL		23 435,62	105,43	15 186,42	8 354,63

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	10 067,00	2 155,00		12 222,00
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	1 627,58		1 627,58	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	11 694,58	2 155,00	1 627,58	12 222,00
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		11 694,58	2 155,00	1 627,58	12 222,00
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			2 155,00	1 627,58	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	15 302,05	15 302,05	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	351,25	351,25	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 505,75	2 505,75	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	24 857,55	24 857,55	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	94,50	94,50	
	Charges constatées d'avance	51,29	51,29	
TOTAL DES CREANCES		43 162,39	43 162,39	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	55 228,89	55 228,89		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	18 880,43	18 880,43		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 200,70	16 200,70		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	2 945,00	2 945,00		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	77,98	77,98		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		93 333,00	93 333,00		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits et Charges exceptionnels

31/12/2023

Total des produits exceptionnels		773,40
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		773,40
<i>Produits sur exercices antérieurs</i>	<i>773,40</i>	
Total des charges exceptionnelles		2 245,96
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		2 245,96
<i>Pénalités et amendes</i>	<i>74,84</i>	
<i>Charges sur exercices antérieurs</i>	<i>2 171,12</i>	
Résultat exceptionnel		(1 472,56)

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			51,29
Location TPE LOCAM	01/01/2024 20/01/2024	51,29	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			51,29

Charges à payer

31/12/2023

Total des Charges à payer		31 847
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 720
<i>Factures non parvenues</i>	<i>6 720</i>	
Dettes fiscales et sociales		25 127
<i>Dettes prov. p/ congés payés</i>	<i>18 880</i>	
<i>Chg soc. sur congés payés</i>	<i>6 247</i>	

Produits à recevoir

		31/12/2023
Total des Produits à recevoir		24 858
Autres créances		24 858
Part. financiere de la poste	24 858	

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2023

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Rémunération des trois plus hauts dirigeants (art. 20 - Loi 2006-586 du 23/05/06) :

Les trois plus hauts cadres dirigeants sont bénévoles (Président, Vice-président et Trésorier) et ne perçoivent aucune rémunération ni aucun avantage en nature.

Engagements financiers

31/12/2023

Engagements
financiers donnésEngagements
financiers reçus

Effets escomptés non échus

Avals, cautions et garanties

Engagements de crédit-bail

Engagements en pensions, retraite et assimilés
Indemnités de fin de carrière

12 222,00

12 222,00

Autres engagements

Total des engagements financiers (1)

12 222,00

(1) Dont concernant :

- Les dirigeants
- Les filiales
- Les participations
- Les autres entreprises liées

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre 2023, les engagements de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière (départs volontaires à 65-67 ans) ont été évalués conformément à la méthode préférentielle en tenant compte de différents coefficients d'atténuation (turn-over, mortalité) et d'un taux d'actualisation de 3.20%.

Ces engagements évalués à 12 222 € sont intégralement couverts par une provision de même montant.

Concours publics et subventions

31/12/2023

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation					297 263,47	297 263,47
Subventions d'investissement						
TOTAL					297 263,47	297 263,47

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Subvention LA POSTE		275 228,47	
Participation financière LA POSTE		504,00	
Aide Covid LA POSTE		21 531,00	
Totalisation		297 263,47	

--

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de commerce.

Fait à BORDEAUX,

Le 12 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes,
2AC AQUITAINE

Représentée par
Alexis FORT

Alexis Fort